



## PRÉFÈTE DU PAS DE CALAIS

PREFECTURE  
DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES  
BUREAU DES PROCÉDURES D'UTILITÉ PUBLIQUE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Section des INSTALLATIONS CLASSEES  
DPI - BPUPE- SIC - ND - N° 2016 - 10

### INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Commune d'OUTREAU

-----  
Sté COMILOG FRANCE

### ARRETE DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

-----

LA PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 janvier 2015 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO, en qualité de préfète du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de M. Marc DEL GRANDE, administrateur civil hors classe, Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2015-10-135 du 24 juillet 2015 portant délégation de signature ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 20 février 2015 délivré à la société COMILOG FRANCE ;

VU le rapport de l'Inspection de l'Environnement en date du 2 décembre 2015 ;

VU l'envoi des propositions de l'Inspection de l'Environnement au pétitionnaire en date du 2 décembre 2015 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 17 décembre 2015, à la séance duquel l'exploitant était absent ;

VU l'envoi du projet d'arrêté au pétitionnaire en date du 29 décembre 2015 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas émis d'observations dans les délais réglementaires ;

Considérant les faits survenus les 7 et 8 novembre 2014 ;

Considérant que les conclusions de la tierce expertise réalisée par ANTEA en juin 2015 conclut à la nécessité d'accroître la capacité de tamponnement de l'étang Tassart ;

Considérant qu'il convient de prendre des mesures d'urgence complémentaires à celles prévues dans l'arrêté du 20 février 2015 susvisé pour faire face à la période pluvieuse de l'hiver 2015 dans l'attente des travaux à mener à plus long terme sur l'étang Tassart ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La Société COMILOG FRANCE, dont le siège social est situé 33, avenue du Maine – Tour Maine Montparnasse à PARIS (75755) Cédex 15, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son site de stockage de déchets situé rue Danton à OUTREAU.

### **ARTICLE 2 : MESURES D'URGENCE COMPLEMENTAIRES SUITE A TIERCE EXPERTISE**

Les mesures d'urgence prévues à l'article 3 de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 20/02/2015 sont complétées par les dispositions suivantes :

Article 2.1 - Dans le cadre de la procédure de gestion de crise en cas de fortes pluies et/ou d'inondations prévue par l'arrêté de prescriptions complémentaires du 20/02/2015, COMILOG FRANCE assure le tamponnement prioritaire des eaux pluviales dans l'étang de pêche jusqu'à un volume pouvant aller jusqu'à 99 000 m<sup>3</sup>.

Ce volume correspond au volume délimité en hauteur par la zone de déchets enrochée en pied de talus amont en bordure de l'étang de pêche telle que définie à l'article 5 de l'arrêté préfectoral de remise en état du site en date du 03/11/2008 (côte NGF : 38,5 m)

Article 2.2- COMILOG FRANCE assure la sécurisation de la manipulation de la commande de la vanne de l'étang de pêche par le rehaussement de la passerelle et de la commande de la vanne de l'étang de pêche ou par une automatisation ou par une disposition équivalente soumise à l'approbation préalable de la DREAL. L'objectif de sécurisation de la commande de la vanne en sortie de l'étang de pêche est de permettre sa manoeuvre (ouverture et fermeture) en sécurité en toutes circonstances (dans la limite du volume maximal stockable de 99 000 m<sup>3</sup>).

Article 2.3 - La vanne en sortie de l'étang de pêche doit être capable de résister à la pression en cas de montée en charge de l'étang (pour une tenue au volume maximal stockable de 99 000 m<sup>3</sup>) et doit pouvoir se fermer complètement en toutes circonstances. L'exploitant tient à la disposition de la DREAL les justificatifs de ces prescriptions.

### **ARTICLE 3 :**

Prescriptions du présent arrêté	délais de réalisation à compter de la date de notification du présent arrêté
article 2.1	8 jours
article 2.2	2 mois
article 2.3	8 jours

### **ARTICLE 4 : DELAI ET VOIES DE RECOURS**

En application de l'article R 514.3.1 du Code de l'Environnement :  
Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif,

Le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de 1 an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

#### ARTICLE 5 : PUBLICITE

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie d'OUTREAU et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté imposant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de cette installation sera affiché en mairie d'OUTREAU pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de cette commune.

Ce même extrait d'arrêté sera affiché en permanence dans l'installation par l'exploitant.

#### ARTICLE 6 : EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous Préfet de BOULOGNE-SUR-MER et l'Inspection de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société COMILOG FRANCE et dont une copie sera transmise à la mairie d'OUTREAU.

Arras, le **22 JAN. 2016**  
Pour la Préfète,  
Le Secrétaire Général

Marc DEL GRANDE

#### Copie destinée à :

- Sté COMILOG FRANCE
- Sous-Préfecture de BOULOGNE SUR MER
- Mairie de OUTREAU
- Dossier;
- Chrono;
- Archivage